

Arrêté préfectoral portant autorisation de pratiquer l'orpaillage de loisir dans les cours d'eau du département de l'Ariège

La préfète de l'Ariège
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code et notamment son article L. 211-1 ;

Vu le code minier et notamment ses articles L. 121-1 et L. 121-3 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 décembre 1988 fixant la liste des espèces de poissons protégées sur l'ensemble du territoire national ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu les avis du président de la fédération de l'Ariège de pêche et de protection du milieu aquatique en date du 13 mai 2020 et de la direction régionale Occitanie de l'Office français de la biodiversité en date du 27 mai 2020 ;

Vu la consultation du public du 9 juin 2020 au 1^{er} juillet 2020 inclus et la synthèse des observations en date du 3 juillet 2020 ;

Considérant l'impact de la pratique de l'orpaillage sur le lit du cours d'eau ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Ariège :

A R R Ê T E

Article 1 : Bénéficiaire de l'autorisation

Les travaux de recherche pour l'orpaillage de loisir doivent faire l'objet d'une déclaration préalable auprès de la direction départementale des territoires de l'Ariège.

A / Demande individuelle :

L'identité du pétitionnaire devra figurer sur la demande qui n'est valable que pour la personne identifiée dans la déclaration.

Le nombre de personnes qui interviennent simultanément sur le cours d'eau hors stage est limité à cinq personnes maximum sur un point donné (50 mètres linéaires environ).

B / Demande collective :

L'association souhaitant organiser un stage devra déposer une demande pour tous les stagiaires qui devront être identifiés.

Les stages d'orpaillage sont limités à 15 personnes maximum, ils sont autorisés uniquement pour les associations.

Pour toute demande de stage située sur un site Natura 2000, le formulaire évaluant l'incidence des impacts de la pratique de l'orpaillage devra être joint à la déclaration.

L'organisation de stage à but lucratif sur le domaine public fluvial est interdite.

Article 2 : Périmètre de l'autorisation

La pratique de l'orpaillage de loisir est interdite sur les cours d'eau du département de l'Ariège à l'exception de la rivière Salat de la confluence avec le Lez commune de Saint-Girons à la limite du département.

Des dérogations resteront possibles uniquement dans un cadre scientifique, touristique ou pédagogique sur demande spécifique avec une limitation des matériels utilisés.

Article 3 : Procédure

Les demandes d'autorisation devront être déposées pour instruction de manière dématérialisée sur le site suivant : <https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/ariege-orpaillage-de-loisir>, 15 jours au moins avant la date souhaitée.

La demande devra préciser le lieu exact de la prospection, la durée de l'autorisation sollicitée et les matériels utilisés.

L'autorisation délivrée par la DDT vaut autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial pour le Salat de la digue de Roquelaure à Taurignan-Castet au pont de Lacave.

Pour le Salat non domaniale l'accord des propriétaires riverains devra être obtenu.

Article 4 : Période

Afin de préserver la reproduction des espèces piscicoles présentes sur ce cours d'eau, l'autorisation d'orpailler est délivrée du 1^{er} mai au 31 octobre.

L'activité d'orpaillage pourra être suspendue lors de limitations provisoires des usages de l'eau notamment en période de sécheresse.

L'activité d'orpaillage est uniquement autorisée du lever au coucher du soleil.

Article 5 : Matériels interdits

Les matériels et dispositifs suivants sont interdits :

- les dragues mécaniques, motopompes et tout engin à moteur,
- la barre à mine, pioche et pic et de façon générale tout outil ou dispositif détruisant les roches en place.
- les détecteurs de métaux,
- les substances chimiques et notamment le cyanure et l'arsenic,
- les aimants et les pointers (petits détecteurs à main).

Article 6 : Matériels autorisés

Pour la recherche d'or, seuls les moyens traditionnels suivants sont autorisés :

- pelle,
- bâchée et/ou pan,
- rampe de lavage d'une longueur maximale de 100 cms hors entonnoir et d'une largeur maximale de 30 cms ; une seule rampe par personne est autorisée,
- seau,
- tamis,
- pompe manuelle,
- grattoir,
- piolet,
- pied de biche inférieur à 50 cm.

Toute découverte archéologique devra être déclarée aux services de la direction régionale des affaires culturelles d'Occitanie (DRAC).

Article 7 : Remise en état du site

Après les prospections, les lits mineur et majeur de la rivière devront être remis dans leur état initial, en particulier les trous en eau et hors d'eau devront être rebouchés avec les matériaux déplacés journalièrement après chaque prospection.

Tout abandon de déchet est interdit.

Il est interdit de défricher ou couper la végétation pour accéder au site d'orpaillage.

Les zones manifestes de frayères, de zones de croissance, de zones d'alimentation ou de réserve de nourriture de la faune piscicole devront être évitées.

Les écosystèmes aquatiques et les zones humides ne seront pas détruits.

Les prospections dans les zones de dépôts fins argilo-limoneux sont proscrites pour préserver l'habitat d'espèces protégées.

Article 8: Sécurité

La situation météorologique et hydrologique doit être analysée en s'appuyant sur toutes les sources d'informations disponibles (site Vigicrues, EDF, système d'alerte de la commune) avant de se rendre sur le site pour pratiquer l'orpaillage.

Il convient de prendre en compte que le cours d'eau Salat peut être soumis à de brusques montées des eaux, notamment à l'aval des usines hydroélectriques.

L'État n'est pas responsable en cas d'incident ou d'accident lié à la sécurité.

Article 9 : Contrôle

Les modalités de ce présent arrêté sont susceptibles d'être contrôlées, entre autres, par les services en charge de la police de l'eau et du domaine public.

Tout pratiquant de l'activité d'orpaillage de loisir doit être porteur de son autorisation et la présenter à toute réquisition.

Toute infraction née de l'exécution d'opération d'orpaillage sans autorisation préalable sollicitée, ou de leur exécution dans des conditions non respectueuses de la réglementation du domaine public en vigueur et des prescriptions du présent arrêté conduira à l'établissement d'un procès-verbal d'infraction susceptible d'être sanctionné par une amende pouvant aller jusqu'à 3000 euros par fait constaté et par jour, ainsi qu'à la réparation des dommages causés au domaine public fluvial (article R. 216-12 du code de l'environnement).

Si, en outre, ces faits portent atteinte, aux zones de croissance, d'alimentation, de réserve de nourritures ou de reproduction de la faune piscicole, l'infraction peut être poursuivie d'une amende atteignant 20 000 euros (L. 432-3 du code de l'environnement).

Conformément à l'article L. 216-6 du code de l'environnement, le fait de jeter, déverser ou laisser écouler des substances nuisant à la santé ou causant des dommages à la faune ou à la flore, est puni de deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 75 000 euros maximum.

Conformément à l'article L. 2132-5, tout travail exécuté ou toute prise d'eau pratiquée sur le domaine public fluvial sans l'autorisation du propriétaire du domaine mentionnée à l'article L. 2124-8 est puni d'une amende de 150 à 12 000 euros. Le tribunal fixe, s'il y a lieu, les mesures à prendre pour faire cesser l'infraction ou en éviter la récurrence et le délai dans lequel ces mesures devront être exécutées, ainsi qu'une astreinte dans les formes définies à l'article L. 437-20 du code de l'environnement.

En cas de non-respect des conditions de l'arrêté, aucune nouvelle autorisation d'orpailler ne sera délivrée au pétitionnaire.

Article 10 : Affichage

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et mis à la disposition du public sur le site internet des services de l'État en Ariège pendant une durée d'au moins un an. Une copie sera adressée pour information et affichage à la mairie de chaque commune concernée pendant une durée minimale d'un mois. Cette formalité sera justifiée par un certificat du maire. Cet arrêté sera également tenu à disposition du public en mairie pendant un an.

Article 10 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Toulouse. Le tribunal peut être saisi non seulement par la voie habituelle du courrier mais également par l'application informatique Télérecours accessible par le lien : <http://www.telerecours.fr>. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa date de publication au recueil des actes administratifs.

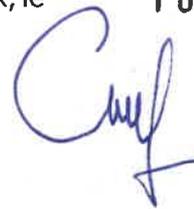
L'arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

Article 11 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Ariège, le directeur départemental des territoires, les maires des communes concernées, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, le directeur départemental de la sécurité publique, le responsable du service départemental de l'office français de la biodiversité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Foix, le

10 JUIL. 2020



Chantal MAUCHET